

AMINATA TOURÉ

Femme politique sénégalaise, ancienne Première ministre

Robert Dossou, président de l'Association africaine de droit international, ancien ministre des Affaires étrangères du Bénin, ancien président de la Cour constitutionnelle du Bénin

Je passe la parole à Madame Aminata Touré qui a été ministre de la Justice, Première ministre, cheffe de gouvernement du Sénégal, présidente d'institutions constitutionnelles et femme battante politique du Sénégal.

Aminata Touré

Je vous remercie, Monsieur le modérateur. Nous avons eu aussi à entreprendre des choses communes pour le continent. Je parlais du procès de feu le président Habré et vous aviez apporté une contribution importante pour faire avancer le droit pénal international.

Je voudrais, pour ma part, dire que je suis une optimiste, une afro-optimiste. Je ne le dis pas juste parce que je suis sentimentaliste, mais parce que j'ai pu également constater, de ma jeunesse à nos jours, des avancées importantes pour le continent, lequel compte d'ailleurs 54 pays. Ne l'oublions pas.

On parle de l'Afrique comme si nous parlions la même langue, dansions sur la même musique et avions les mêmes rites mortuaires. Absolument pas. L'Afrique est diversifiée, elle a une culture diverse et une trajectoire également diverse. Un pays comme le Sénégal, par exemple, n'a jamais connu de coup d'État. Mais quand on présente l'Afrique, c'est comme si c'était une zone de turbulences généralisées, bien qu'il y ait clairement des défis que nous partageons, parmi lesquels le défi du développement, pour lequel, d'ailleurs, certains ont des niveaux plus élevés que d'autres : le Botswana, le Cap-Vert et tant d'autres.

J'en profite pour dire que le pays qui a l'économie la plus puissante, c'est le Nigeria, devant l'Afrique du Sud et l'Égypte. On oublie de le dire. Lorsque nous avons tenu notre conférence au Maroc, j'ai expliqué que l'économie nigériane, c'était cinq fois l'économie marocaine. Si le Maroc veut entrer dans la CEDEAO, qu'il y pense bien parce que les accords de réciprocité font que beaucoup de Nigériens viendront s'installer au Maroc. Cela ne semblait pas connu.

Il faut dire aussi que l'Afrique souffre d'une grande méconnaissance, cinquante ou soixante ans après ses indépendances, et ce n'est pas normal. Cela est de notre propre responsabilité. Nous avons la pire politique de relations publiques, nous ne faisons pas connaître nos succès et nous entretenons cet afro-pessimisme qui présenterait l'Afrique sous ses traits les plus noirs, sans pour autant cacher sous le tapis, évidemment, tous les défis.



J'ai parlé de ces défis, hier, en plénière. Dès le début de la pandémie, on a estimé qu'il fallait s'attendre à des millions de morts. Même si, Nathalie, évidemment, nous n'avons pas des systèmes de statistiques sophistiqués, mais quand on enterre nos morts, on le fait en faisant suffisamment de bruit pour que cela se constate.

Il n'y a pas eu d'hécatombe telle que l'on s'y attendait. Ce n'est pas le fruit du hasard. Malgré les systèmes de santé qui ont encore de gros défis à relever, les États africains ont pris des mesures. Nous avons fermé la frontière avec la France avant que la France ne le fasse. Nous avons pris des mesures urgentes bien avant beaucoup de pays, en apprenant de notre expérience de la lutte contre les pandémies. Et ce n'est pas suffisamment mis en œuvre dans les perspectives et les analyses qui concernent l'Afrique.

Sur 50 ans, nous avons gagné en espérance de vie. N'oublions pas que c'est un continent sur lequel se sont passées la traite négrière et la colonisation. Évidemment, l'accumulation du capital est un processus continu. Quand vous commencez plus tard, vous avez forcément un processus de rattrapage à faire. Le cas du Rwanda nous montre que c'est possible, comme d'autres cas peut-être moins célèbres, mais les progrès existent.

Puisque nous sommes dans un forum où nous échangeons, j'aurais aimé voir beaucoup plus de personnes s'intéresser à ce qui représente presque le quart de l'Assemblée générale des Nations Unies. L'Afrique attire pour ses ressources, point. Et pour le reste, on brode, on met autour, mais c'est essentiellement cela. Ce point de vue de nos partenaires doit changer, mais nous n'attendons pas qu'ils le changent, c'est nous qui devons le faire changer.

Je l'ai dit, l'Afrique commerce seulement à 12 %, entre nous. C'est 60 % ailleurs. Pourquoi ne le faisons-nous pas ? Nous devons avoir une industrie pharmaceutique pour servir nos populations. Qu'est-ce qui nous empêche de le faire ? Nous sommes 54 pays, avec nombre d'universités, et parmi lesquelles des universités importantes et brillantes. Nous exportons des intellectuels, des scientifiques, etc. C'est un travail interne, un *housework*, que nous devons mieux faire.

Ce continent, au-delà de ses ressources importantes, est jeune. Et cela, je le vois aussi comme un grand atout par rapport à des endroits vieillissants. Il y a évidemment beaucoup de formation à faire. Madame Guigou, je suis tout à fait d'accord avec vous. Le type de formation à délivrer est important. Ce n'est pas celui, disons, qui a été importé depuis très longtemps, mais une formation qui répondrait à des besoins urgents, c'est-à-dire plus de formations scientifiques, plus de scolarisation des filles.

Dans certains pays, on compte d'ailleurs plus de filles inscrites à l'école primaire que de garçons. C'est le cas du Sénégal. Ce sont des révolutions qui se font sans qu'on les constate, sans que l'on en parle. Dans un pays où 95 % ou 96 % de la population est musulmane, voilà qu'à l'examen d'entrée en 6^{ème}, vous avez plus de filles que de garçons. Cela en dit beaucoup sur le pays, sur son niveau de tolérance, sur sa perception de la religion et sur sa volonté d'investir, venant par le bas, dans l'avenir et la contribution des femmes. Mais cela, on ne le dit pas.

J'ai moi-même présidé la séance de sortie de l'école de médecine. Plus de filles sont sorties de la faculté, cette année, que de garçons. On ne montre pas cela, sans compter l'Assemblée



nationale qui compte quand même 48 % de femmes. Comparé à la France ou aux États-Unis, c'est beaucoup plus.

Ce sont donc des révolutions qui se passent, qui sont positives et qu'il faut exposer comme étant des forces africaines. En effet, il faut quand même avoir une analyse toujours équilibrée, voir le verre comme il est, avec des avantages et des contraintes. Autrement, ce que l'on fait, c'est juste, en quelque sorte, alimenter cet afro-pessimisme et le transmettre à des générations de jeunes.

Cependant, tous les problèmes qui sont posés, à mon avis, sont réels, mais c'est un continent qui crée de la richesse, qui devrait mieux la distribuer, qui devrait lutter contre les inégalités de manière très agressive, qui devrait associer ces femmes qui constituent plus de la moitié et qui généralement, d'ailleurs, sont plus innovatrices, plus engagées et contribuent même plus que les hommes au produit intérieur brut. En tout cas, pour ce qui concerne l'agriculture, la FAO montre que 70 % de la production domestique, non pas celle qui est commercialisée mais celle qui fait vivre les familles, est produite par les femmes.

Voilà également des éléments forts qu'il faut mettre sur la place. Et tout cela se résume pour beaucoup de pays, par exemple pour le Sénégal, par un taux de 7 % de croissance. Nous faisons plus de croissance que les pays asiatiques.

Cette perspective doit être partagée avec nos partenaires actuels et nos nouveaux partenaires. Comme nous l'avons dit tout à l'heure, les pays devront choisir entre la Chine, les États-Unis et la France. J'ai regardé le panel sur l'Europe et ce qui est revenu le plus dans cette enceinte, c'est le mot « intérêt ». Chacun veille sur ses intérêts. Je suis donc sûre que nos partenaires comprennent, et doivent mieux comprendre, que l'Afrique va de plus en plus veiller sur ses intérêts stratégiques en ouvrant des perspectives avec ses amis habituels, ses nouveaux amis, et surtout en se serrant les coudes au niveau de l'Union africaine et en commerçant en son sein. Des dynamiques intéressantes se font.

Parmi les défis se trouve évidemment la question de savoir comment renforcer nos institutions. Rappelons-nous que le Sénégal, par exemple, a 61 ans. C'est court, dans la vie d'un peuple. Mais notre vie, notre culture et notre histoire ne commencent pas là. Je ne parle pas du fait que l'Afrique était le berceau de l'humanité, je n'irai pas aussi loin. Cependant, nous avons connu des civilisations brillantes au Sénégal, parmi lesquelles, d'ailleurs, des femmes ont été des dirigeantes, y compris des armées.

Il faut donc davantage documenter tout cet historique. Il faut créer un narratif mobilisateur pour notre jeunesse. Ce n'est pas seulement : « Ils n'ont pas d'emplois, ils traversent l'océan, ils vont mourir, etc. ». Il faut également développer ce narratif qui est, à mon avis, important pour les peuples.

Je suis tout à fait d'accord avec la question de l'industrialisation, elle est importante et c'est une des leçons du Covid. On s'est rendu compte que l'on pouvait vivre tout seul, pendant pratiquement huit mois. Quand vous étiez malade, président de la République ou femme de ménage, c'était l'hôpital, il n'y avait pas le choix. Nous avons fait confiance à notre personnel médical. Nous nous sommes fait confiance entre nous. Nous avons développé les masques nous-mêmes. Les Européens se battaient avec les Chinois sur les tarmacs pour avoir des



masques. Nous, nous les avons fabriqués et cela a fonctionné. Nous avons découvert, comme je le disais, une nouvelle confiance en nous-mêmes et c'est possible. Si nous l'avons fait pendant huit mois, nous pouvons le faire pendant huit siècles.

Voilà, à mon avis, cette nouvelle culture qu'il faut inculquer à nos dirigeants d'abord, mais aussi à nos jeunes, à nos femmes et à nos communautés. Et je pense qu'il y a, comme je l'ai dit tout à l'heure, le *background* culturel pour le faire. Ce sont des civilisations anciennes et qui développent aussi des valeurs, des valeurs concurrentielles parmi lesquelles on dit que X % de la population vit avec moins d'un dollar par mois. Quand j'étais aux Nations Unies, je leur disais : « Revoyez votre système de calcul. Il n'a pas de sens pour moi. Si 90 % de la production réelle n'est pas dans la comptabilité publique – ce sont les secteurs informels –, vous ne pouvez pas définir un seuil de pauvreté. La pauvreté telle que vous la définissez n'est pas forcément vécue chez nous comme telle ». Vous pouvez ne jamais avoir travaillé de toute votre vie, avoir une femme, parfois même deux, des enfants qui iront à l'école et à l'université sans que vous n'ayez jamais travaillé parce qu'il existe un système de solidarité important et qui constitue, selon moi, également un patrimoine qu'il faut exploiter.

La dernière question porte sur la sécurité et je suis tout à fait d'accord avec le docteur Gadio sur cette alerte, mais cette sécurité, c'est l'Afrique et c'est tout le monde. Si vous voulez avoir des priorités parmi lesquelles soigner votre population, car c'est une question de vie ou de mort, l'envoyer à l'école, car c'est votre futur immédiat et lointain, lutter contre les changements climatiques et, également, avoir des armées, avouez que ce sont des choix difficiles à faire.

Il faut donc aussi, dans cet esprit de construction d'une perspective continentale, que l'Afrique pense à avoir son armée, peut-être pas permanente, mais mobilisable rapidement sur les zones de conflit, d'intervention, d'interposition. Je pense que ce doit être le prochain objectif, ainsi que le partenariat avec nos amis, anciens ou nouveaux, sans jalousie.

Autrement, si nous échouons, il faut éviter ce que j'appelle la « wagnerisation » de l'Afrique. En effet, je peux vous dire que quand la question de la sécurité se pose, tout le monde est prêt à vendre jusqu'à son dernier foulard pour rétablir la paix. Sans paix, vous ne vous développez pas.

C'est donc un débat que nous devons avoir. Sinon, les pays vont se retrouver dans des situations désespérées. Beaucoup ont regardé ce qui s'est passé également en Syrie où, finalement, les gens se sont dit que certains étaient peut-être plus efficaces que d'autres dans la lutte contre le terrorisme. Est-ce cela, la perspective ? Je ne pense pas.

Ce sont des questions qu'il nous faut aborder ensemble, de manière très sereine et très responsable, pour que nous puissions trouver des solutions. En effet, personne ne veut que des millions d'Africains, qui doivent être chez eux, contribuer à leur développement et s'épanouir, aillent taper aux portes de l'Europe. C'est pour cela que nous avons, d'une certaine manière, un destin commun. Je vous remercie.

Robert Dossou

C'était intéressant.